

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Préfecture des Côtes d'Armor  
Direction des Relations  
avec les Collectivités Territoriales  
Bureau du Développement Durable

**A R R E T E**  
**portant des prescriptions complémentaires**

**UNION IN VIVO**  
**LOUDEAC**

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le Code de l'environnement, partie législative, livre V – titre 1<sup>er</sup>, relatif aux installations classées pour la protection de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.512-3;
- VU** le Code de l'environnement, partie réglementaire, livre V – titre 1<sup>er</sup>, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment son article R.512-31 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2007 autorisant Union In Vivo à exploiter un magasin de stockage, mélange et de conditionnement d'engrais ainsi qu'une usine de Premix ;
- VU** les circulaires en date du 8 février 2007 relatives aux sites et sols pollués et leurs annexes ;
- VU** les résultats d'analyses des prélèvements d'eaux et de terre transmis par la DDTM des Côtes d'Armor par mail des 13 avril et 17 mai 2016 ;
- VU** les résultats d'analyses des eaux pluviales présentés par la société Union In Vivo à la DREAL Bretagne (prélèvements du 30/03, 05/04 et du 12/04/2016) ;
- VU** le rapport et le compte-rendu d'inspection réalisés par l'Inspection de l'environnement spécialité « Installations Classées » de la DREAL Bretagne en date du 2 mai 2016 ;
- VU** le rapport de l'Inspection de l'environnement spécialité « Installations Classées » de la DREAL Bretagne en date du 20 juin 2016 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 29 juin 2016 ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis le 5 juillet 2016 ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite inopinée du 22 avril 2016, la DREAL a observé la présence de rejets mousseux blancs en sortie du rejet eaux pluviales du site ;

**CONSIDERANT** que les résultats d'analyse en azote global réalisées par l'exploitant en avril 2016 ne sont pas conformes aux valeurs limites imposées par l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2007 susvisé : 190 mg/l le 30 mars, 150 mg/l le 5 avril et 120 mg/l le 12 avril pour une valeur limite d'émission prescrite de 30 mg/l ;

**CONSIDERANT** que les résultats d'analyses de l'eau réalisées en sortie du réseau d'eau pluviale du site d'Union In Vivo et dans le puits d'un riverain qui ont été transmis par le service Police de l'eau de la DDTM en avril 2016 révèlent des valeurs anormalement élevées de nitrates et nitrites ;

**CONSIDERANT** que les résultats d'analyse des échantillons de terre prélevés en aval du point de rejet du réseau d'eau pluviale du site d'Union In Vivo et transmis par le service Police de l'eau de la DDTM en mai 2016 mettent en évidence des valeurs anormalement élevées de nitrates et nitrites ;

**CONSIDERANT** que ce constat met en évidence la présence d'une pollution sur l'environnement et que le déversement d'eaux polluées dans le milieu naturel peut engendrer une pollution des sols et des eaux souterraines et superficielles par infiltration et ruissellement ;

**CONSIDERANT** que les intérêts protégés par les articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement, en particulier la protection de l'environnement ont été atteints;

**CONSIDERANT** que des investigations sont nécessaires pour caractériser la pollution et ses impacts ainsi que pour définir des mesures appropriées de gestion sur site et hors site ;

**CONSIDERANT** que l'article 32.2.a de l'arrêté du 02/02/1998 susvisé fixe une valeur limite de phosphore total à 10mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égale ou supérieur à 15 kg/jour.

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L. 512-3 du code de l'environnement, le préfet peut prescrire, notamment, des études sur les conséquences environnementales du fonctionnement des installations ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société UNION IN VIVO, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 83 Avenue de la Grande Armée – 75116 PARIS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son installation exploitée ZI de Calouët – 22600 LOUDEAC.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

## **Article 2 : caractérisation des milieux**

### **Article 2-1 : état initial**

Afin d'identifier les impacts sanitaires et environnementaux du déversement d'eaux polluées provenant de son site, la société Union In Vivo réalise un diagnostic de l'état des milieux au travers de campagnes de mesures adaptées sur les milieux potentiellement impactés, identifie la(es) source(s) de la pollution et détermine l'étendue de la zone polluée.

La caractérisation des milieux se fera par mesure directe dans les milieux ; le recours à la modélisation pouvant être effectué pour délimiter les zones d'extension de la pollution. Les substances recherchées sont cohérentes avec les activités passées et actuelles exercées par la société Union in Vivo sur le site.

### **Article 2-2 : schéma conceptuel**

Sur la base des conclusions du diagnostic et investigations demandés à l'article 2-1 du présent arrêté, l'exploitant réalise un bilan factuel de l'état des milieux et du site considéré sous la forme d'un schéma conceptuel permettant de définir les relations entre :

- les sources de pollution,
- les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques, permettant de déterminer l'étendue de la pollution,
- les enjeux à protéger : Populations riveraines, ressources naturelles, usages des milieux et de l'environnement, milieux d'exposition....

## **Article 3 : compatibilité milieu/enjeux**

### **Article 3-1 : démarche - Interprétation de l'État des Milieux (IEM)**

Au regard de l'état initial et du schéma conceptuel respectivement demandés aux articles 2-1 et 2-2 du présent arrêté et en particulier des impacts et enjeux identifiés à l'extérieur du site, l'exploitant réalise une démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM), conformément à la note ministérielle du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués. Elle vise à vérifier que l'état des milieux hors site est compatible avec leurs usages actuels.

L'exploitant doit en particulier définir :

- les milieux qui ne nécessitent aucune action particulière, c'est-à-dire qui permettent une libre jouissance des usages constatés sans exposer les populations ;
- les milieux qui peuvent faire l'objet d'actions simples de gestion pour rétablir la compatibilité entre l'état des milieux et leurs usages ;
- les milieux qui nécessitent la mise en œuvre d'un plan de gestion (article 4-1 du présent arrêté).

### **Article 3-2 : évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)**

En cas d'incertitude sur la compatibilité entre l'état des milieux et l'usage qui en est fait, l'exploitant réalise une EQRS conformément au guide relatif à la démarche d'IEM, visée à l'annexe 2 de la note ministérielle du 8 février 2007 susvisée.

L'exploitant réalise une EQRS basée sur les scénarii et les modes d'exposition identifiés dans le schéma conceptuel définis à l'article 2-2. Le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié.

A l'issue de cette évaluation, l'exploitant doit définir des actions à engager. En l'occurrence, si l'état des milieux est incompatible avec les usages, l'exploitant établit un plan de gestion défini à l'article 4-1.

### **Article 4 : rapport intermédiaire**

Un rapport synthétisant l'ensemble des éléments relatifs à cette démarche d'Interprétation de l'état des milieux (IEM) et de l'EQRS si besoin sera transmis à l'inspection des installations classées dans un **délai de 4 mois** à compter de la notification de cet arrêté.

### **Article 5 : mesure de gestion**

#### **Article 5-1 : Plan de Gestion**

Au vu des conclusions de l'interprétation de l'état des milieux et de l'EQRS visée à l'article 3, l'exploitant propose un plan de gestion permettant de rendre compatible les milieux avec les usages qui en sont faits, ou apporte les éléments justifiant de son absence.

Le plan de gestion est conforme à la note ministérielle du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués. Il vise, dans un premier temps à supprimer les sources de pollution circonscrites à des zones limitées et identifiées, dans un deuxième temps à désactiver les voies de transfert et dans un troisième temps à supprimer les impacts.

L'exploitant identifie les différentes options de gestion possibles et justifie les solutions retenues suivant un bilan " coûts – avantages ".

#### **Article 5-2 : Analyse des risques résiduels (ARR)**

Lorsque le plan de gestion ne permet pas de supprimer toutes possibilités de contact entre les sources de pollution et les personnes, l'exploitant réalise une analyse des risques résiduels (ARR) qui consiste en une évaluation des risques sanitaires des expositions résiduelles.

Un processus itératif de modification du plan de gestion suivie d'une évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels est conduit jusqu'à la définition des mesures de gestion permettant de rendre compatible l'état du site et des milieux avec leurs usages.

#### **Article 5-3 : Scénario de gestion**

Une fois le scénario de gestion établi, l'exploitant définit :

- les mesures de gestion conditionnant l'acceptabilité des mesures proposées et devant par conséquent faire l'objet d'un contrôle ;

- les éventuelles mesures de surveillance environnementale à mettre en place ;
- les éventuelles restrictions d'usage devant être mises en œuvre.

### **Article 6 : rapport de synthèse**

Un rapport de synthèse de l'ensemble de la démarche engagée et justifiant les éléments des choix techniques et la définition des mesures de gestion retenues sera transmis à l'inspection des installations classées dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification de cet arrêté.

### **Article 7 : outils**

Les études et analyses devront être conforme à la Norme NF X 31-620 « Qualité du sol – Prestations de services relatives aux sites et sols pollués (études, ingénierie, réhabilitation de sites pollués et travaux de dépollution) » .

### **Article 8 : suivi environnemental**

Une surveillance semestrielle du milieu devra être mise en place dès notification de cet arrêté. Elle comportera des mesures de contrôle :

- au niveau du puits du riverain (sous réserve de l'accord du riverain) sur les paramètres suivants : Nitrates, nitrites, azote global et phosphore,
- au niveau des eaux superficielles dans le milieu (en sortie du rejet d'eau pluviale et en aval) sur les paramètres suivants : Nitrates, nitrites, azote global et phosphore.

Un bilan de cette surveillance avec les résultats d'analyse, l'interprétation de l'ensemble des résultats sur l'évolution de la pollution devra être transmis dans le mois qui suit les prélèvements à l'inspection des installations classées.

En fonction des résultats obtenus ou de nouvelles investigations ou de travaux réalisés, la fréquence, les paramètres et les caractéristiques des prélèvements et des analyses peuvent à tout moment être revues à la demande de l'exploitant sur la base d'éléments dûment justifiés.

### **Article 9 : autosurveillance**

L'exploitant réalisera des contrôles au point de rejet des eaux pluviales du site pour s'assurer du respect des valeurs limites en concentration de rejet suivantes :

- MES : 100 mg/l
- DBO5 : 100 mg/l
- DCO : 300 mg/l
- Azote global : 30 mg/l
- Phosphore total: 10 mg/l

L'exploitant transmet systématiquement les résultats à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires, dans le mois suivant les analyses.

La fréquence des contrôles sera mensuelle. En fonction des résultats obtenus, une adaptation de la fréquence des contrôles pourra être proposée.

L'exploitant pourra proposer en fonction des résultats obtenus une modification de la valeur limite pour le paramètre phosphore total. Cette demande sera justifiée et argumentée à l'aide d'une étude d'acceptabilité du milieu et d'une analyse des résultats obtenus (concentration et flux). Cette proposition devra être conforme à la réglementation applicable et aux orientations du SDAGE.

#### **Article 10 : frais**

L'ensemble des frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Le nom du prestataire retenu pour réaliser les études devra être transmis à l'inspection des installations classées pour information dès que l'exploitant l'aura choisi.

#### **Article 11 : Sanctions**

L'observation des prescriptions fixées par le présent arrêté entraîne l'application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'environnement.

#### **Article 12 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **Article 13 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de LOUDEAC et à la Société UNION IN VIVO.

Saint-Brieuc, le **11 AOUT 2016**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Gérard DEROUIN